

Crédits aux sociétés non financières Juin 2017

Le 27 juillet 2017

Les crédits aux SNF augmentent à un rythme légèrement moins rapide

Le taux de croissance annuel des crédits aux sociétés non financières baisse légèrement en juin 2017 (+ 4,0 %, après + 4,2 % en mai). Ce ralentissement s'explique principalement par la baisse des crédits de trésorerie dont le taux de croissance annuel diminue à nouveau (+ 0,5 %, après + 1,5 % en mai). Malgré une légère décélération en juin consécutive aux tassements des crédits à l'équipement (+ 6,2 %, après + 6,5 % en mai) et des crédits immobiliers (+ 3,7 %, après + 3,9 % en mai), la croissance des crédits à l'investissement aux sociétés non financières se maintient à un niveau élevé (+ 5,2 %, après +5,4 % en mai et avril 2017).

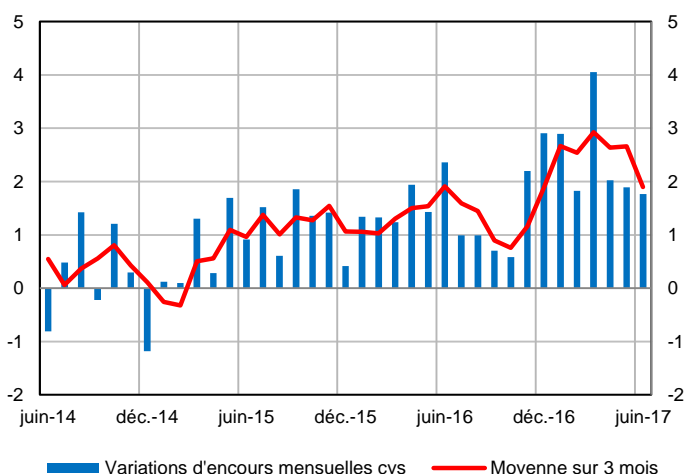
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	Juin.-17	Avr.-17	Mai-17	Juin-17
Total	933	5,4	4,2	4,0
Investissement	657	5,4	5,4	5,2
Équipement	391	6,4	6,5	6,2
Immobilier	267	4,1	3,9	3,7
Trésorerie	218	6,4	1,5	0,5
Autres	58	2,3	1,5	3,7

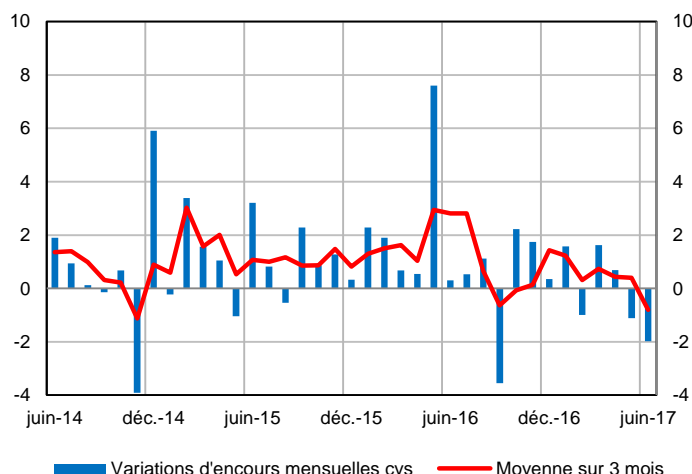
Variations d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissement et trésorerie au prorata de leurs encours.

Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels.

Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.